

Au début de ses travaux, le Conseil a passé en revue les données récentes sur l'évolution de la conjoncture économique internationale, dont les prévisions de la croissance publiées par l'O.C.D.E, faisant état d'une poursuite de la reprise de l'économie mondiale à un rythme modéré, avec toutefois, une certaine atonie dans la Zone Euro où la situation nécessite la prise de nouvelles mesures afin de soutenir la demande intérieure et plus globalement l'activité économique.

Au plan national, le Conseil a examiné les derniers indicateurs économiques disponibles qui reflètent une bonne tenue de l'activité dans le secteur agricole avec une campagne oléicole qui s'annonce prometteuse, après la bonne performance de la saison céréalière (augmentation de la récolte de 80%) et ce, parallèlement à l'amélioration des recettes du secteur touristique au cours des mois d'août et de septembre. En revanche, la contraction de la production industrielle s'est poursuivie au cours du premier semestre de l'année en cours en rapport, surtout, avec le recul de la production dans les industries non manufacturières, et en particulier le secteur de l'énergie.

Dans ce contexte, les dernières prévisions font état d'une révision à la baisse du taux de la croissance économique attendue pour toute l'année 2014, de 2,3% à 2,4% contre 2,8% selon les prévisions antérieures, alors que ce taux devrait atteindre 3% l'année prochaine.

S'agissant du secteur extérieur, le Conseil a signalé la poursuite du dérapage du déficit de la balance courante (+34,8% ou 1.412 MDT) qui a atteint 5.470 MDT au cours des huit premiers mois de l'année 2014, ce qui représente 6,6% du PIB, contre 5,3% pour la même période de 2013 et ce, en raison de la hausse continue du déficit de la balance commerciale (+22,7% à fin août 2014) dépassant 9,4 milliards de dinars, suite au repli des exportations (-0,6%) et à l'augmentation des importations (+6,2%). Aussi, le Conseil a-t-il mis l'accent, plus particulièrement, sur l'aggravation continue du déficit de la balance énergétique (augmentation de 71%) qui a atteint sur les huit premiers mois de l'année en cours le même niveau enregistré pour toute l'année 2013, contribuant ainsi à plus de 60% dans l'élargissement du déficit commercial global. Par ailleurs, la mobilisation d'importants financements extérieurs a permis le maintien d'un niveau confortable de réserves en devises de 12.524 MDT ou l'équivalent de 110 jours d'importation, en date du 26 septembre 2014, contre 103 jours à la même date de 2013.

Pour ce qui de l'évolution de l'inflation, le Conseil a constaté une certaine détente de l'évolution des prix, au mois d'août 2014, où le taux d'inflation a atteint 5,8% en glissement annuel contre 6% le mois précédent, en raison du ralentissement du rythme d'évolution des prix des produits manufacturés et des produits alimentaires, ce qui a permis d'atténuer l'effet de l'accélération des prix des services. Cette même tendance a concerné l'inflation sous-jacente (hors produits frais et encadrés) dont le taux est revenu à 5,8% contre 6,2% au mois de juillet.

Pour ce qui est de l'activité du secteur bancaire, le Conseil a noté la consolidation du rythme d'évolution de l'encours des dépôts durant les huit premiers mois de l'année courante (7% contre 3,7% une année auparavant), ayant concerné surtout les dépôts à terme et à un degré moindre les dépôts à vue. Egalement, les concours à l'économie ont enregistré la même tendance au cours de la même période (7,1% contre 4,1%), surtout pour les crédits à court terme.

Concernant les évolutions monétaires, le Conseil a constaté une poursuite de la baisse des besoins des banques en liquidité au cours du mois de septembre 2014, pour le troisième mois consécutif, ce qui a engendré une baisse du volume global de l'intervention de la BCT à 4.644 MDT en moyenne quotidienne, jusqu'au 26 du mois, (4.293 MDT le 26 septembre) contre 5.142 MDT au cours du mois d'août dernier. Pour sa part, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire a enregistré une quasi-stabilité, soit 4,93% au cours de la même période, contre 4,94% un mois plus tôt.

S'agissant du taux de change, le Conseil a signalé la hausse de la valeur du dinar par rapport à l'euro, au cours du mois de septembre, atteignant 2,2826 dinars pour 1 euro en date du 26 du mois, soit une augmentation de 0,5%. Par contre, le dinar a enregistré une baisse de 3,1% vis-à-vis du dollar, à la

même date, pour s'établir à 1,7944 dinar. En comparaison avec le début de l'année, le dinar a enregistré, le 26 septembre, une dépréciation de 0,7% contre l'euro et de 8,2% par rapport au dollar.

Compte tenu de ces évolutions, le Conseil insiste, encore une fois, sur la gravité des risques qui pèsent sur les équilibres financiers globaux surtout au niveau du secteur extérieur, à travers le creusement continu du déficit commercial, surtout avec un repli des exportations qui pourrait s'accroître au cours des prochains mois, en rapport notamment avec l'essoufflement probable de la reprise dans la Zone Euro, ce qui rend encore plus urgent l'accélération de la mise en place des mesures pratiques visant la rationalisation des importations, et a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale.